

Art. 49. Par dérogation aux lois coordonnées sur les sociétés commerciales, un acte constitutif est établi par le président du conseil d'administration le jour où la Société entre en activité, acte qui est signé par chacun des membres du conseil d'administration et par chaque représentant ou mandataire présent.

Cet acte fait mention du montant du capital de la Société, constitué conformément à l'article 2, ainsi que du montant souscrit par chaque associé.

Le même jour, sans convocation complémentaire ni ordre du jour, se tiendra une assemblée générale extraordinaire où seront élus les membres du conseil d'administration visés à l'article 12 des présents statuts.

Art. 2. Le Ministre communautaire de l'Environnement, de la Politique de l'Eau et de l'Enseignement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, 17 juillet 1985.

Le Président de l'Exécutif flamand,

G. GEENS

Le Ministre communautaire de l'Environnement,  
de la Politique de l'Eau et de l'Enseignement,

J. LENSSENS

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 85 — 1449 (85 — 585)

25 MARS 1985. — Arrêté ministériel réglementant la détention, le transport et la capture d'oiseaux de proie en vue de la chasse au vol, en Région wallonne. — Erratum

Dans le *Moniteur belge* n° 67, du 5 avril 1985, à la page 4755, article 4, 3e alinéa, 2e ligne, lire : « niveau » au lieu de « rang ».

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 85 — 1449 (85 — 585)

25. MÄRZ 1985. — Ministerialerlass über die Reglementierung der Haltung, des Transports und des Fangs von Greifvögeln zur Ausübung der Beizjagd in der Wallonischen Region. — Erratum

In *Belgisches Staatsblatt* N. 67, vom 5. April 1985, Seite 4757, Artikel 4, Absatz 3, Zeile 3, lesen : « Dienststufe » statt « Dienstrang ».

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAISE GEWEST

N. 85 — 1449 (85 — 585)

25 MAART 1985. — Ministerieel besluit tot regeling van het houden, het vervoer en het vangen van roofvogels voor de roofjacht in het Waalse Gewest. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 67, van 5 april 1985, bladzijde 4759, artikel 4, 3e lijn, lezen : « niveau » in plaats van « rang ».

COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 85 — 1450

9 JUILLET 1985

Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française relatif à la formation professionnelle

Nous Exécutif de la Communauté française,

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 relatif à la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, § 1er, alinéa 3, b, modifié par les lois des 14 juillet 1951, 14 février 1961, 16 avril 1963, 11 janvier et 10 octobre 1967, 10 octobre 1969, 27 juin 1969, modifié par les arrêtés royaux des 27 janvier 1959 et 17 janvier 1961, la loi du 11 octobre 1978 et du 24 décembre 1979;

Vu l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage, notamment les articles 82 à 117, tel que modifié par les arrêtés royaux du 29 juillet 1964, 12 avril 1965, 12 janvier 1968, 13 février et 28 novembre 1969, 16 février 1970, 7 décembre 1973, 11 avril, 8 octobre et 22 décembre 1978;

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 25;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office national de l'Emploi;

Vu l'urgence, motivée par l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 27 décembre 1984 modifiant les articles 118, alinéa 3, § 3 et 160, §§ 2, 3 bis et 5 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage;

Considérant qu'il est indispensable de prendre d'urgence les mesures nécessaires afin d'assurer la continuité de la formation professionnelle;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 février 1982 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Sur la proposition de Notre Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française et vu la délibération de l'Exécutif du 5 juin 1985,

Arrêtons :

#### CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

**Article 1er.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par le Ministre, le Ministre de la Communauté française ayant la formation professionnelle dans ses attributions.

**Art. 2.** Par formation professionnelle, il faut entendre toute mesure ayant pour but de donner à une personne la capacité professionnelle requise pour exercer une activité professionnelle.

Elle peut consister dans :

1. l'apprentissage d'un métier ou d'une profession;
2. la réadaptation dans le métier ou dans la profession;
3. l'acquisition d'une formation de base nécessaire à l'exercice d'une activité professionnelle;
4. le perfectionnement et l'élargissement des connaissances professionnelles ou leur adaptation à l'évolution du métier ou de la profession;
5. l'observation du travailleur aux fins visées ci-dessus, pendant le temps nécessaire pour déceler ses aptitudes physiques et intellectuelles et déterminer l'orientation professionnelle la plus favorable.

L'Office est chargé de l'organisation de la formation professionnelle.

**Art. 3. § 1.** Peuvent recevoir une formation professionnelle :

1. le chômeur indemnié;
2. le travailleur salarié ou indépendant âgé de vingt et un ans au moins, qui a exercé une activité professionnelle pendant deux ans au moins ou cours des trois années qui précèdent sa demande d'admission; le service militaire est assimilé à une activité professionnelle;
3. le travailleur salarié ou indépendant âgé de dix-huit ans au moins, mais qui n'a pas atteint vingt et un ans, et qui remplit une des conditions suivantes :
  - a) avoir été pendant au moins douze mois au total, engagé dans les liens d'un contrat de travail ou d'un contrat d'apprentissage ou inscrit comme demandeur d'emploi;
  - b) avoir occupé, après avoir cessé des études d'enseignement moyen ou technique ou après l'expiration d'un contrat d'apprentissage, un emploi salarié pendant au moins six mois au total;
  - c) avoir été occupé comme travailleur indépendant, pendant au moins deux ans au total au cours des trois années qui précèdent sa demande d'admission.

Sur la proposition du directeur compétent en raison de la résidence du travailleur, l'administrateur général de l'Office ou son délégué peut accorder des dérogations au travailleur salarié ou indépendant ainsi qu'au demandeur d'emploi qui ne remplit pas les conditions du 2 ou du 3, la condition d'âge exceptée.

§ 2. Peut également recevoir une formation professionnelle, le travailleur licencié à la suite de la fermeture de l'entreprise qui l'occupait, à la condition que, au moment de la fermeture, il y ait été occupé pendant trois mois et soit âgé de dix-huit ans révolus.

**Art. 4.** Les stagiaires visés à l'article 3 reçoivent leur formation dans un centre de formation professionnelle comme il est prévu dans le présent arrêté.

Les chômeurs indemnisés peuvent également recevoir leur formation professionnelle dans un établissement d'enseignement technique ou dans une entreprise comme il est prévu dans le présent arrêté.

#### CHAPITRE II. — Centres de formation professionnelle

##### Section I. — Centres

**Art. 5.** Le Comité de gestion peut créer des centres de formation professionnelle.

La création de centres est opérée soit avec les moyens propres de l'Office, soit avec le concours d'entreprises, de groupements d'entreprises, de pouvoirs publics ou d'associations à caractère public ou privé, par voie de conventions qui fixent la répartition des charges entre les parties contractantes.

Les conventions sont signées, au nom de l'Office, par l'administrateur général ou par son délégué.

Les centres fonctionnent sous l'autorité de l'administrateur général ou de son délégué.

En vue d'augmenter l'efficacité de la formation pratique des personnes qui reçoivent une formation, l'administrateur général ou son délégué peut organiser des travaux pratiques, après avoir constaté que ces travaux sont compatibles avec les exigences de la formation.

**Art. 6.** Les centres créés à l'initiative d'entreprises, de groupements d'entreprises ou d'associations à caractère public ou privé, peuvent être agréés comme centres de formation professionnelle, pour autant qu'ils réunissent les conditions ci-après :

1. être dotés de la personnalité civile et être gérés par un organe de gestion comptant parmi ses membres un délégué par organisation des travailleurs représenté au sein du Comité subrégional de l'emploi compétent; ces délégués sont présentés par leurs organisations respectives; les statuts doivent indiquer la ou les personnes représentant le centre dans les actes judiciaires et extrajudiciaires;
2. obtenir l'approbation de leur plan de fonctionnement, notamment en ce qui concerne la durée et le programme des cours, ainsi que de leur plan de financement; le niveau des cours doit être au moins équivalent au niveau de ceux qui sont donnés dans les centres créés par l'Office;
3. s'engager à admettre les candidats qui remplissent les conditions d'aptitude, dans les limites des places disponibles; vingt-cinq p.c. de celles-ci sont réservées aux candidats présentés par l'Office, sauf si ce dernier y renonce;
4. s'engager à fournir à l'Office tous les documents justificatifs nécessaires pour lui permettre d'exercer son contrôle;
5. s'engager à conclure avec les candidats présentés par l'Office ainsi qu'avec le stagiaire visé à l'article 3 un contrat de formation professionnelle.

**Art. 7.** Le Ministre décide, après avis du Comité de gestion, de l'agrément des centres de formation professionnelle et de l'éventuel retrait d'agrément.

Le contrôle du fonctionnement des centres agréés est assuré par l'Office.

**Art. 8.** Les centres agréés bénéficient d'une intervention financière de l'Office.

Le montant de cette intervention est fixé par le Ministre, après avis du Comité de gestion.

**Art. 9.** Chaque centre de formation professionnelle établit un règlement d'ordre intérieur, dont les clauses sont arrêtées par le Ministre, après avis du Comité de gestion. Le règlement détermine notamment les obligations qui incombent aux stagiaires en matière d'ordre et de discipline du centre, ainsi qu'en matière d'exécution des tâches entrant dans le cadre de la formation.

Le règlement d'ordre intérieur doit être et rester affiché dans les locaux du centre, à un endroit apparent.

#### Section 2. — Accès au centre

**Art. 10. § 1.** Le stagiaire visé à l'article 3, désireux de bénéficier d'une formation dans un centre, introduit une demande soit auprès du service subrégional de l'emploi dans le ressort duquel il réside, soit auprès d'un centre agréé qui en informe le service subrégional de l'emploi compétent.

§ 2. Les employeurs peuvent, avec l'accord des intéressés, demander au directeur dans le ressort duquel leur entreprise est située, qu'un ou plusieurs des travailleurs qu'ils occupent, soient admis dans un centre créé par l'Office pour y recevoir une formation. Ces travailleurs sont admis dans le centre pour autant que l'employeur s'engage par écrit vis-à-vis de l'Office;

1. à reprendre à son service les travailleurs qui auront reçu une formation professionnelle, pendant une durée de six mois au moins, et à des conditions de travail et de rémunération au moins égales à celles dont ces travailleurs bénéficiaient au moment où ils ont quitté l'entreprise pour recevoir ladite formation;

2. à occuper des demandeurs d'emploi désignés par l'Office pour remplacer les travailleurs bénéficiant d'une formation, au moins pendant la durée de celle-ci;

3. à convenir avec les travailleurs qui reçoivent la formation, d'une suspension de leur contrat de travail pendant la durée de la formation avec maintien du salaire et autres avantages relatifs notamment à l'assurance contre les accidents du travail et sur le chemin du travail comme s'ils étaient pendant la durée de la formation, effectivement occupés dans l'entreprise.

**Art. 11. § 1.** L'admission des candidats dans un centre de l'Office est décidée par l'administrateur général ou son délégué.

§ 2. L'admission dans un centre agréé est décidée par l'organe de gestion du centre.

§ 3. La décision est prise sur base des aptitudes, du passé professionnel et de la situation personnelle des candidats. Ceux-ci peuvent être soumis à des examens médicaux et psychotechniques, dont les frais, y compris les frais de déplacement, sont à la charge de l'Office.

**Art. 12.** Un contrat de formation professionnelle est conclu avec chaque stagiaire individuellement avant le début de sa formation dans un centre ou au plus tard le jour de son entrée en formation.

#### Section 3. — Contrat de formation professionnelle

**Art. 13.** Le contrat de formation professionnelle est conclu et résilié par l'administrateur général ou par son délégué, si la formation a lieu dans un centre de l'Office et par la ou les personnes qui représentent le centre dans les actes judiciaires et extrajudiciaires, si la formation est donnée dans un centre agréé.

**Art. 14.** Le contrat est conclu par écrit; un exemplaire en est remis à chacune des parties.

Au surplus, une copie des contrats conclus par un centre agréé est adressée à l'administrateur général de l'Office.

**Art. 15.** Le contrat doit contenir les stipulations et clauses ci-après :

1. l'identité, le domicile et, éventuellement, la résidence des parties;
2. la date du début de la formation et sa durée probable qui ne peut excéder 2 100 heures;
3. l'objet du contrat et notamment la spécification de la formation à recevoir;
4. les obligations respectives des parties énoncées aux articles 21 et 22;
5. les dispositions des articles 18 et 19.

**Art. 16.** Les dispositions de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail sont applicables aux stagiaires en formation professionnelle.

**Art. 17.** La législation sur la protection du travail est applicable aux parties à un contrat de formation professionnelle.

**Art. 18.** L'impossibilité pour les stagiaires de suivre la formation pour cause de maladie ou d'accident suspend l'exécution du contrat. Le stagiaire est tenu de justifier de son incapacité. S'il y est invité, il doit produire un certificat médical.

Le contrat qui a été suspendu pendant plus de trente jours au total peut être résilié sans préavis par la ou les personnes visées à l'article 13.

**Art. 19.** Le contrat peut être résilié par la ou les personnes visées à l'article 13 :

1. sans préavis, lorsque le stagiaire a produit de faux documents à son admission au centre ou lorsqu'il manque gravement à ses obligations en matière d'ordre ou de discipline du centre ou d'exécution des tâches entrant dans le cadre de la formation;
2. moyennant un préavis de sept jours qui prend cours le lundi suivant la semaine pendant laquelle il a été donné, lorsqu'il apparaît que le stagiaire ne possède pas les aptitudes requises pour suivre avec fruit le cours normal de la formation.

**Art. 20.** Les actions naissant de contrats de formation professionnelle sont prescrites un an après l'expiration du contrat.

*Section 4. — Droits et obligations*

**Art. 21.** Le centre doit :

- 1° inculquer au stagiaire les connaissances générales et professionnelles requises;
- 2° veiller avec la diligence d'un bon père de famille à la santé et à la sécurité de l'intéressé et au respect des bonnes mœurs et des convenances au cours de la formation;
- 3° s'abstenir d'imposer au stagiaire des travaux étrangers à sa formation;
- 4° se conformer aux obligations résultant des dispositions légales et réglementaires, au respect desquelles il est tenu;
- 5° payer les avantages dûs au stagiaire en vertu de l'article 23;
- 6° rembourser les frais de déplacement exposés par le stagiaire lorsqu'il se rend chez le médecin délégué aux conditions fixées par le Ministre, après avis du Comité de gestion.

**Art. 22. § 1.** Le stagiaire doit :

- 1° se consacrer consciencieusement à l'acquisition de la formation qui lui est donnée par le centre;
- 2° fréquenter assidûment les stages de formation professionnelle;
- 3° se conformer au règlement d'ordre intérieur du centre;
- 4° respecter les convenances et les bonnes mœurs;
- 5° agir conformément aux instructions qui lui sont données;
- 6° s'abstenir de tout ce qui pourrait nuire soit à sa propre sécurité, soit à celle de ses compagnons ou de tiers;
- 7° restituer en bon état les outils et les matières premières restées sans emploi qui lui ont été confiées par le centre;
- 8° s'engager en cas d'incapacité à recevoir le médecin délégué et à se laisser examiner et, le cas échéant, à se présenter chez le médecin délégué à moins que le médecin traitant estime que son état de santé ne lui permet pas de se déplacer.

**Article 23. § 1.** Le stagiaire peut prétendre à :

- 1° une indemnité de formation professionnelle;
- 2° des avantages complémentaires en espèces ou en nature;
- 3° une indemnité pour frais de déplacement et de séjour.

§ 2. Le Ministre détermine après avis du Comité de gestion, le montant, le mode de paiement et les conditions d'octroi des avantages prévus au § 1er.

**Art. 24.** Tous les avantages définis à l'article 23 sont à la charge de l'Office. Les avantages accordés au stagiaire engagé dans les liens d'un contrat de formation professionnelle conclu avec un centre agréé sont toutefois à la charge de ce centre, sous réserve des dispositions de l'article 8.

**Art. 25.** Le stagiaire conserve son droit à l'indemnité visée à l'article 23, § 1er, 1° :

- 1° lorsqu'il se trouve dans l'un des cas visés à l'article 2 de l'arrêté royal du 28 août 1963 relatif au maintien de la rémunération normale des ouvriers, des employés et des travailleurs engagés pour le service des bâtiments de navigation intérieure, pour les jours d'absence à l'occasion d'événements familiaux ou en vue de l'accomplissement d'obligations civiles ou de missions civiles;
- 2° pour les jours normaux de formation organisés par l'Office pendant lesquels, en vertu de la législation sur les jours fériés payés, aucune formation professionnelle n'est dispensée;
- 3° lorsque, se rendant normalement au lieu de formation, il y arrive en retard ou n'y arrive pas du tout, à condition toutefois que ce retard ou cette absence soient dus à une cause survenue sur le chemin du lieu de la formation et indépendante de sa volonté.

**CHAPITRE III***Formation dans un établissement d'enseignement technique*

**Art. 26.** Par formation dans un établissement d'enseignement technique, on entend la formation prévue à l'article 2 lorsqu'elle est donnée dans un établissement d'enseignement industriel, professionnel ou technique, agréé à cet effet par le Ministre après avis du Comité de gestion.

**Art. 27.** L'administrateur général ou son délégué décide si le chômeur indemnisé doit recevoir une formation professionnelle dans un établissement d'enseignement technique.

Il décide également de la cessation ou de la prolongation de la formation.

**Art. 28. § 1er.** Le chômeur indemnisé qui reçoit une formation dans un établissement d'enseignement technique, peut prétendre à :

- 1° une indemnité de formation professionnelle;
- 2° des avantages complémentaires en espèces ou en nature;
- 3° une indemnité pour frais de déplacement et de séjour.

Le stagiaire garde son droit à l'indemnité visée au § 1er, 1° dans les mêmes conditions que celles visées à l'article 25.

§ 2. Le Ministre détermine, après avis du Comité de gestion, le montant, le mode de paiement et les conditions d'octroi des avantages prévus au § 1er.

§ 3. Les dispositions de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail sont applicables aux stagiaires en formation professionnelle dans un établissement d'enseignement technique.

**CHAPITRE IV***Formation professionnelle individuelle dans une entreprise*

**Art. 29.** L'admission d'un chômeur indemnisé en formation individuelle dans une entreprise est décidée par l'administrateur général ou son délégué. Il décide également de la cessation ou de la prolongation de la formation.

Le Comité de gestion détermine les conditions auxquelles la formation est donnée dans une entreprise.

**Art. 30.** Le chômeur qui reçoit sa formation dans une entreprise obtient à la charge de l'Office des avantages complémentaires en espèces ou en nature et une indemnité pour frais de déplacement et de séjour, conformément à l'article 23, § 1er, 2° et 3°.

En outre il peut recevoir de son employeur une prime correspondant à tout travail productif.

**Art. 31.** L'employeur s'engage à occuper, immédiatement après la fin de la formation, le chômeur indemnisé qui a suivi dans son entreprise une formation professionnelle, en qualité de travailleur salarié, pour une durée au moins égale à celle de la formation, dans la profession apprise et dans les conditions en vigueur dans l'entreprise pour cette profession.

**Art. 32.** Les dispositions de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail sont applicables aux stagiaires en formation professionnelle individuelle dans une entreprise.

En vertu de l'article 49 de ladite loi, l'employeur assure contre les accidents survenus pendant la formation et sur le chemin du lieu de la formation, le chômeur indemnisé qui suit la formation individuelle dans son entreprise.

#### CHAPITRE V. — Dispositions finales et transitoires

**Art. 33.** Le présent arrêté abroge et remplace :

1° les articles 82 à 117 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage;

2° l'arrêté royal du 30 octobre 1975 relatif à l'octroi d'une allocation de reconversion à certains chômeurs indemnisés qui reçoivent une formation professionnelle.

**Art. 34.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1er juin 1985.

Il ne s'applique qu'aux contrats de formation professionnelle prenant cours après cette date.

Toutefois, les conventions conclues avec les entreprises avant cette date restent d'application selon les modalités reprises à ces conventions.

**Art. 35.** Notre Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 juillet 1985.

Pour l'Exécutif de la Communauté française,  
Le Ministre-Président de la Communauté française,  
PH. MOUREAUX

#### VERTALING

#### FRANSE GEMEENSCHAP

N. 85 — 1450

9 JULI 1985

#### Besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve betreffende de beroepsopleiding

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 7, § 1, lid 3, b, gewijzigd bij de wetten van 14 juli 1951, 14 februari 1961, 16 april 1963, 11 januari en 10 oktober 1967, 10 oktober 1969, 27 juni 1969, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 27 januari 1959 en 17 januari 1961, en op de wet van 11 oktober 1978 en van 24 december 1979;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid, inzonderheid op de artikelen 82 tot 117, zoals gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 29 juli 1964, 12 april 1965, 12 januari 1968, 13 februari en 28 november 1969, 16 februari 1970, 7 december 1973, 11 april en 6 oktober en 22 december 1978;

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale voorzorg, inzonderheid op artikel 25;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door de inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 27 december 1984 houdende wijziging van de artikelen 118, lid 3, § 3 en 160, §§ 2, 3, 3bis en 5 van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid;

Overwegende dat het onontbeerlijk is dringend de nodige maatregelen te treffen ten einde de continuïteit van de beroepsopleiding te verzekeren;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 3 februari 1982 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Op de voordracht van Onze Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschapsexecutieve en gelet op de beraadslaging van de Executieve van 5 juni 1985,

Besluiten :

#### HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder de Minister, de Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de beroepsopleiding behoort.

**Art. 2.** Onder beroepsopleiding dient verstaan te worden elke maatregel die tot doel heeft aan een persoon de beroepsbekwaamheid te geven die vereist is om een beroepsactiviteit uit te oefenen.

Zij kan bestaan in :

1. het aanleren van een vak of van een beroep;
2. de herscholing in het vak of in het beroep;
3. het verwerven van een basisopleiding die nodig is voor de uitoefening van een beroepsactiviteit;
4. de vervolmaking en de verruiming van de beroepskennis of de aanpassing ervan aan de evolutie van het vak of van het beroep;
5. de observatie van de werknemer met het oog op bovenvermelde doeleinden, gedurende de tijd die nodig is om zijn fysische en verscheidene geschiktheden te ontdekken en de gunstigste beroepsoriëntering te bepalen. De Rijksdienst is belast met de organisatie van de beroepsopleiding.

**Art. 3. § 1.** Beroepsopleiding kan worden gegeven aan :

- 1<sup>o</sup> de uitkeringsgerechtigde werkloze;
- 2<sup>o</sup> de werknemer of de zelfstandige, die ten minste 21 jaar is en ten minste twee jaar beroepsarbeid heeft verricht tijdens de drie jaren welke aan zijn aanvraag tot toelating voorafgaan; militaire dienst wordt met beroepsarbeid gelijkgesteld;
- 3<sup>o</sup> de werknemer of de zelfstandige, die ten minste 18 jaar en nog geen 21 jaar is en aan één van de volgende voorwaarden voldoet :
  - a) in totaal gedurende ten minste twaalf maanden door een arbeidsovereenkomst of een leerovereenkomst gebonden zijn geweest of als werkzoekende ingeschreven zijn geweest;
  - b) na het beëindigen van studies in het middelbaar of technisch onderwijs, of na het einde van een leerovereenkomst, in totaal gedurende ten minste zes maanden arbeid in loondienst hebben verricht;
  - c) in totaal gedurende ten minste twee jaar als zelfstandige werkzaam geweest zijn tijdens drie jaren welke aan zijn aanvraag tot toelating voorafgaan.

Op voorstel van de directeur die bevoegd is uit hoofde van de verblijfplaats van de werknemer, kan de administrateur-generaal van de Rijksdienst of zijn afgevaardigde afwijkingen toestaan aan de werknemer of de zelfstandige alsook aan de werkzoekende die niet voldoet aan de onder 2<sup>o</sup> of 3<sup>o</sup> genoemde voorwaarden, met uitzondering van de leeftijdsvoorwaarde.

§ 2. Beroepsopleiding kan eveneens worden gegeven aan de werknemer die werd ontslagen naar aanleiding van de sluiting van de onderneming waar hij was tewerkgesteld, op voorwaarde dat hij er, op het ogenblik van de sluiting, minstens gedurende drie maanden werkzaam is geweest en ten volle de leeftijd van 18 jaar heeft bereikt.

**Art. 4.** De in artikel 3 bedoelde stagiairs ontvangen hun opleiding in een centrum voor beroepsopleiding, zoals in dit besluit is bepaald.

Uitkeringsgerechtigde werklozen kunnen ook hun beroepsopleiding ontvangen in een technische onderwijsinstelling of in een onderneming zoals in dit besluit is bepaald.

## HOOFDSTUK II. — Centra voor beroepsopleiding

### Afdeling I. — Centra

**Art. 5.** Het beheerscomité kan centra voor beroepsopleiding oprichten.

De oprichting van centra kan geschieden ofwel met de middelen die eigen zijn aan de Rijksdienst, ofwel met de medewerking van ondernemingen, groeperingen van ondernemingen, openbare besturen of openbare of private verenigingen, door middel van overeenkomsten waarbij de verdeling van de lasten onder de contracterende partijen wordt bepaald.

Namens de Rijksdienst worden de overeenkomsten ondertekend door de administrateur-generaal of door zijn afgevaardigde.

De centra werken onder het gezag van de administrateur-generaal of van zijn afgevaardigde.

Om de doeltreffendheid van de praktische opleiding van de personen die een opleiding ontvangen te verhogen, kan de administrateur-generaal of zijn afgevaardigde praktische werken organiseren, na te hebben vastgesteld dat die werken verenigbaar zijn met de eisen van de opleiding.

**Art. 6.** Centra, welke opgericht werden op initiatief van ondernemingen, van groeperingen van ondernemingen of van openbare of private verenigingen, kunnen als centra voor beroepsopleiding worden erkend, indien aan de volgende voorwaarden is voldaan :

1. rechtspersoonlijkheid hebben en bestuurd worden door een beheersorgaan, dat onder zijn leden een afgevaardigde telt per werknemersorganisatie vertegenwoordigd in het bevoegd subregionaal tewerkstellingscomité; die afgevaardigden worden door hun respectieve organisaties voorgesteld; de statuten moeten de persoon of personen aanwijzen die het centrum in gerechtelijke en buitengerechtelijke handelingen vertegenwoordigen;

2. de goedkeuring bekomen van hun werkplan, inzonderheid wat de duur en het leerprogramma betreft, evenals van het financieringsplan; de cursussen moeten op een peil staan dat op zijn minst gelijkwaardig is aan dat van de cursussen die in de door de Rijksdienst opgerichte centra worden gegeven;

3. de verplichting op zich nemen de kandidaten, die de vereiste geschiktheidsvoorwaarden vervullen, in het centrum op te nemen, in zover er plaatsen beschikbaar zijn; 25 pct. van de beschikbare plaatsen worden voorbehouden aan die kandidaten voorgesteld door de Rijksdienst, behalve wanneer deze eraan verzaakt;

4. de verplichting op zich nemen bij de Rijksdienst alle vereiste bewijsstukken in te dienen om dezes controle mogelijk te maken;

5. de verbintenis aangaan met de kandidaten voorgedragen door de Rijksdienst, alsmede met de in artikel 3 bedoelde stagiair, een overeenkomst van beroepsopleiding te sluiten.

**Art. 7.** Na advies van het beheerscomité, beslist de Minister over de erkenning van de centra voor beroepsopleiding en over de eventuele intrekking van de erkenning.

Het toezicht op de werking van de erkende centra wordt uitgeoefend door de Rijksdienst.

**Art. 8.** De erkende centra genieten een financiële tegemoetkoming vanwege de Rijksdienst.

Het bedrag van deze tegemoetkoming wordt bepaald door de Minister, na advies van het beheerscomité.

**Art. 9.** Elk centrum voor beroepsopleiding maakt een huishoudelijk reglement op, waarvan de clausules door de Minister worden vastgesteld, na advies van het beheerscomité. Het reglement bepaalt onder meer de verplichtingen van de stagiairs inzake de goede orde en de tucht van het centrum, en inzake het verrichten van taken die binnen het kader van de opleiding vallen.

Het huishoudelijk reglement moet aangeplakt zijn en blijven op een goed zichtbare plaats in de lokalen van het centrum.

*Afdeling 2. — Toelating tot het centrum*

**Art. 10. § 1.** De in artikel 3 bedoelde stagiair, die een opleiding in een centrum wenst te ontvangen, doet een aanvraag ofwel bij de subregionale tewerkstellingsdienst in het ambtsgebied waar hij verblijft, ofwel bij een erkend centrum, dat de bevoegde subregionale tewerkstellingsdienst ervan op de hoogte brengt.

§ 2. De werkgevers kunnen met toestemming van de belanghebbenden, aan de directeur in wiens ambtsgebied hun onderneming gelegen is, vragen dat één of meer door hen te werk gestelde werknemers ineen door de Rijksdienst opgericht centrum zouden toegelaten worden om er een opleiding te ontvangen. Die werknemers worden tot het centrum toegelaten, zo de werkgever zich schriftelijk tegenover de Rijksdienst verbindt:

1° de werknemers die een beroepsopleiding hebben ontvangen, opnieuw in dienst te nemen gedurende een periode van ten minste zes maanden en ander op zijn minst gelijke arbeids- en loonsvoorwaarden als die welke deze werknemers genoten op het ogenblik dat zij de onderneming verlieten om de opleiding te ontvangen;

2° door de Rijksdienst aangewezen werkzoekenden te werk te stellen om de werknemers die worden opgeleid, gedurende ten minste de duur van deze opleiding, te vervangen;

3° met de werknemers die de opleiding ontvangen, overeen te komen dat hun arbeidsovereenkomst tijdens de opleiding is geschorst, met behoud van het loon en andere voordelen betreffende onder meer de verzekering tegen arbeidsongevallen, en ongevallen op de weg naar en van het werk, alsof zij tijdens de periode van de opleiding, effectief in de onderneming tewerkgesteld waren.

**Art. 11. § 1.** Over de toelating van de kandidaten tot een centrum van de Rijksdienst beslist de administrateur-generaal of zijn afgevaardigde.

§ 2. Over de toelating tot een erkend centrum beslist het beheersorgaan van het centrum.

§ 3. De beslissing wordt genomen op grond van de geschiktheid, het beroepsverleden en de persoonlijke toestand van de kandidaten. Deze mogen aan medische en psychotechnische onderzoeken onderworpen worden; de kosten ervan, reiskosten inbegrepen, zijn ten laste van de Rijksdienst.

**Art. 12.** Een overeenkomst van beroepsopleiding wordt gesloten met ieder stagiair individueel, voordat zijn opleiding in een centrum begint of ten laatste de dag waarop hij met zijn opleiding begint.

*Afdeling 3. — Overeenkomst van beroepsopleiding*

**Art. 13.** De overeenkomst van beroepsopleiding wordt aangegaan en beëindigd door de administrateur-generaal of door zijn afgevaardigde, indien de opleiding in een centrum van de Rijksdienst wordt gegeven, en door de persoon of personen die het centrum in gerechtelijke en buitengerechtelijke handelingen vertegenwoordigen, indien de opleiding in een erkend centrum wordt gegeven.

**Art. 14.** De overeenkomst wordt schriftelijk aangegaan; aan iedere partij wordt een exemplaar overhandigd.

Van de overeenkomsten gesloten door een erkend centrum wordt bovendien een afschrift aan de administrateur-generaal van de Rijksdienst toegezonden.

**Art. 15.** De overeenkomst moet de volgende vermeldingen en clausules bevatten:

- 1° identiteit, domicilie en eventueel verblijfplaats van de partijen;
2. de aanvangsdatum van de opleiding en haar vermoedelijke duur, die 2 100 uren niet mag overschrijden;
3. het voorwerp van de overeenkomst, inzonderheid de nauwkeurige opgave van de te ontvangen opleiding;
4. de respectieve verplichtingen van de partijen, vermeld in de artikelen 21 en 22.
5. de bepalingen van de artikelen 18 en 19.

**Art. 16.** De bepalingen van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 zijn van toepassing op de stagiairs die een beroepsopleiding ontvangen.

**Art. 17.** De wetgeving op de arbeidsbescherming is van toepassing op de partijen bij een overeenkomst van beroepsopleiding.

**Art. 18.** De onmogelijkheid voor de stagiairs om de opleiding te volgen ingevolge ziekte of ongeval, schorst de uitvoering van de overeenkomst.

De stagiair is ertoe gebonden zijn ongeschiktheid te rechtvaardigen. Desgevraagd legt hij een geneeskundig getuigschrift voor.

Indien de overeenkomst in totaal meer dan 30 dagen is geschorst geweest, kan zij zonder opzegging worden beëindigd door de in artikel 13 genoemde persoon of personen.

**Art. 19.** De overeenkomst kan door de persoon of personen genoemd in artikel 13 worden beëindigd:

1. zonder opzegging, indien de stagiair valse stukken heeft voorgelegd bij zijn toelating tot het centrum of indien hij ernstig te kort komt aan zijn verplichtingen betreffende de goede orde of de tucht van het centrum of aan die betreffende het verrichten van taken die thuishoren in het kader van de opleiding;

2. mits een opzegging van zeven dagen te geven, welke ingaat de maandag volgend op de week tijdens welke ze gegeven werd, indien de stagiair blijkt de nodige geschiktheid niet te bezitten om met vrucht het normale verloop van de opleiding te volgen.

**Art. 20.** Vorderingen uit overeenkomsten van beroepsopleiding verjaren één jaar na de beëindiging van de overeenkomst

*Afdeling 4. — Rechten en plichten*

**Art. 21.** Het centrum moet:

- 1° aan de stagiair de nodige algemene en beroepskennis bijbrengen;
- 2° met de zorg van een goed huisvader waken voor de gezondheid en de veiligheid van de betrokkene en voor de naleving van de goede zeden en de welvoegelijkheid gedurende de opleiding;
- 3° de stagiair geen arbeid doenverrichten welke vreemd is aan zijn opleiding;
- 4° zich schikken naar de verplichtingen die voortvloeien uit de wets- en reglementsbepalingen welke het in acht moet nemen;

5° de krachtens artikel 23 aan de stagiair verschuldigde voordelen betalen;

6° de reiskosten terugbetalen, gedragen door de stagiair wanneer hij zich naar de onder de door de Minister vastgestelde voorwaarden gemachtigde geneesheer begeeft, na advies van het Beheerscomité.

**Art. 22. § 1.** De stagiair moet:

1° zich naarstig en gewetensvol toeleggen op het verwerven van de opleiding die hem door het centrum wordt gegeven;

2° regelmatig de stages voor beroepsopleiding bijwonen;

3° zich schikken naar het huishoudelijk reglement van het centrum;

4° de welvoegelijkheid en de goede zeden in acht nemen;

5° handelen overeenkomstig de onderrichtingen die hem worden gegeven;

6° zich onthouden van alles wat hetzij zijn eigen veiligheid, hetzij die van zijn medewerkers of van derden, in gevaar kan brengen;

7° het gereedschap en de ongebruikte grondstoffen die hem door het centrum worden toevertrouwd in goede staat teruggeven;

8° in geval van ongeschiktheid zich ertoe verbinden de gemachtigde geneesheer te ontvangen en zich te laten onderzoeken en desgevraagd zich bij de gemachtigde geneesheer aanbieden, tenzij de behandelende geneesheer oordeelt dat zijn gezondheidstoestand hem niet toelaat zich te verplaatsen.

**Art. 23. § 1.** De stagiair heeft aanspraak op:

1° een vergoeding voor beroepsopleiding;

2° aanvullende voordelen in geld of in natura;

3° een vergoeding voor reis- en verblijfkosten.

§ 2. Na advies van het Beheerscomité, bepaalt de Minister het bedrag, de wijze van uitbetaling en de voorwaarden van toekenning van de in § 1 bedoelde voordelen.

**Art. 24.** Alle in artikel 23 bedoelde voordelen zijn ten laste van de Rijksdienst. De voordelen toegekend aan de stagiair die verbonden is door een overeenkomst van beroepsopleiding in een erkend centrum, zijn echter ten laste van dit centrum, onder voorbehoud van het bepaalde in artikel 8.

**Art. 25.** De stagiair behoudt zijn recht op de in artikel 23, § 1, 1°, bedoelde vergoeding:

1° wanneer hij zich in een der gevallen bevindt, bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 28 augustus 1963 betreffende het behoud van het normaal loon van de werklieden, de bedienden en de werknemers aangeworven voor de dienst op binnenschepen, voor afwezigheidsdagen ter gelegenheid van familiegebeurtenissen of voor de vervulling van staatsburgerlijke verplichtingen of van burgerlijke opdrachten;

2° voor de normale vormingsdagen die door de Rijksdienst georganiseerd worden, tijdens dewelke, krachtens de wetgeving op de betaalde feestdagen, geen enkele beroepsopleiding verstrekt wordt;

3° wanneer, bij het zich gebruikelijk begeven naar de opleidingsplaats, hij er te laat of helemaal niet toekomt, op voorwaarde echter dat die vertraging of afwezigheid te wijten zijn aan een oorzaak die zich op de weg naar de opleidingsplaats heeft voorgedaan en onafhankelijk is van zijn wil.

### HOOFDSTUK III. — *Opleiding in een technische onderwijsinrichting*

**Art. 26.** Onder opleiding in een technische onderwijsinrichting wordt verstaan de opleiding bepaald in artikel 2, wanneer zij verstrekt wordt in een inrichting voor nijverheids-, beroeps- of technisch onderwijs, dat hiertoe door de Minister erkend wordt na advies van het Beheerscomité.

**Art. 27.** De administrateur-generaal of zijn afgevaardigde beslist of de uitkeringsgerechtigde werkloze een beroepsopleiding in een technische onderwijsinrichting dient te ontvangen.

Hij beslist ook over de beëindiging of de voortzetting van de opleiding.

**Art. 28. § 1.** De uitkeringsgerechtigde werkloze die een opleiding krijgt in een technische onderwijsinrichting, heeft aanspraak op:

1° een vergoeding voor beroepsopleiding;

2° aanvullende voordelen in geld of in natura;

3° een vergoeding voor reis- en verblijfkosten.

De stagiair behoudt zijn recht op de in § 1, 1° bedoelde vergoeding onder dezelfde voorwaarden als bedoeld in artikel 25.

§ 2. De Minister bepaalt, na advies van het beheerscomité, het bedrag, de wijze van uitbetaling en de voorwaarden van toekenning van de in § 1 bedoelde voordelen.

§ 3. De bepalingen van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 zijn van toepassing op de stagiairs die een beroepsopleiding ontvangen in een technische onderwijsinrichting.

### HOOFDSTUK IV. — *Individuele beroepsopleiding in een onderneming*

**Art. 29.** Over de toelating van een uitkeringsgerechtigde werkloze in individuele opleiding in een onderneming wordt beslist door de administrateur-generaal of door zijn afgevaardigde.

Hij beslist ook over de beëindiging of de voortzetting van de opleiding.

Het Beheerscomité stelt de voorwaarden vast onder dewelke een opleiding in een onderneming kan gegeven worden.

**Art. 30.** De werkloze die zijn opleiding in een onderneming ontvangt, verkrijgt ten laste van de Rijksdienst aanvullende voordelen in geld of in natura en een vergoeding voor reis- en verblijfkosten overeenkomstig artikel 23, § 1, 2° en 3°. Bovendien mag hij van zijn werkgever een met elke productieve arbeid overeenkomende premie ontvangen.

**Art. 31.** De werkgever verbindt zich ertoe, onmiddellijk na het einde van de opleiding de uitkeringsgerechtigde werkloze die in zijn onderneming een beroepsopleiding gevolgd heeft, als werknemer te werk te stellen voor een periode die minstens gelijk is met de duur van de opleiding, in het aangeleerde beroep en onder de voorwaarden die in de onderneming voor dat beroep van kracht zijn.



**Art. 32.** De bepalingen van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 zijn van toepassing op de stagiairs die in een onderneming een individuele beroepsopleiding ontvangen.

Krachtens artikel 49 van genoemde wet, verzekert de werkgever tegen de ongevallen die zich tijdens de opleiding en op de weg naar de plaats van de opleiding hebben voorgedaan, de uitkeringsgerechtigde werkloze die de individuele opleiding in zijn onderneming volgt.

#### HOOFDSTUK V. — Slot- en overgangsbepalingen

**Art. 33.** Dit besluit heft op en vervangt :

1<sup>o</sup> de artikelen 82 tot 117 van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid;  
2<sup>o</sup> het koninklijk besluit van 30 oktober 1975 betreffende de toekenning van een omschakelingsuitkering aan sommige uitkeringsgerechtigde werklozen die een beroepsopleiding ontvangen.

**Art. 34.** Dit besluit treedt in werking op 1 juni 1985.

Het is slechts van toepassing op overeenkomsten van beroepsopleiding welke na die datum geldig worden.

Niettemin blijven de overeenkomsten die met de ondernemingen vóór die datum gesloten zijn, van toepassing volgens de in die overeenkomsten opgenomen regels.

**Art. 35.** Onze Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschapsexecutieve wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 juli 1985.

Voor de Franse Gemeenschapsexecutieve,  
De Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschap,  
Ph. MOUREAUX

F. 85 — 1451

#### 9 JUILLET 1985. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française relatif à l'octroi de certains avantages aux stagiaires qui reçoivent une formation professionnelle

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française relatif à la formation professionnelle du 9 juillet 1985, notamment les articles 23, 28 et 30;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office national de l'emploi;

Vu l'urgence justifiée par l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 27 décembre 1984 modifiant les articles 118, alinéa 3, 121, § 3, et 160, §§ 2, 3bis et 5, de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 février 1982 réglant la signature des actes de l'Exécutif,

Sur la proposition de Notre Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française et vu la délibération, de l'Exécutif du 5 juin 1985,

Arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. L'indemnité de formation professionnelle visée aux articles 23, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 28, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française relatif à la formation professionnelle est égale à la différence entre le salaire de référence fixé pour la profession dont l'intéressé fait l'apprentissage et l'allocation de chômage éventuelle qu'il perçoit; ce salaire est fixé compte tenu de l'âge, par la commission paritaire compétente ou, à défaut, par la commission consultative créée auprès du bureau régional dans le ressort duquel le centre de formation professionnelle ou l'établissement d'enseignement technique est situé.

Par salaire de référence, il faut entendre la rémunération fixée pour la profession, déduction faite de la cotisation personnelle à la Sécurité sociale. Cette indemnité est plafonnée au montant de 167,66 F l'heure dans le régime de trente-huit heures par semaine, à l'indice en vigueur au 1<sup>er</sup> juin 1985.

En cas de modification de la durée hebdomadaire du régime de formation dans les centres de formation professionnelle créés avec les moyens propres de l'Office, l'indemnité est calculée suivant la formule :

$$\frac{Y \times 38}{P}$$

Y étant le montant fixé en application de l'alinéa 2 pour l'indemnité de formation professionnelle.

P étant la durée hebdomadaire du régime de formation fixée dans les centres de formation professionnelle créés avec les moyens propres de l'Office.

L'indemnité est augmentée de 15 p.c. lorsque la formation a lieu en équipe de nuit.

§ 2. Le paiement de l'indemnité visée au § 1<sup>er</sup> se fait mensuellement.

**Art. 2.** En cas de fermeture des centres de formation professionnelle pendant les vacances annuelles, le stagiaire qui ne peut faire valoir aucun droit au bénéfice des allocations de chômage, pour les journées non couvertes par le pécule de vacances, reçoit à charge de l'Office, une indemnité dont le montant est égal au taux minimum de l'allocation de chômage fixé par l'article 160, § 4, de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage, pour la catégorie à laquelle il appartiendrait s'il était indemnisé.